

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/5  
G/VAL/21  
25 février 2000  
(00-0704)

---

Conseil du commerce des marchandises  
Comité de l'évaluation en douane

Original: espagnol

## NOTIFICATION DU PÉROU

La Mission permanente du Pérou a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 février 2000.

\_\_\_\_\_

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève a l'honneur de présenter **le rapport de situation** ci-joint conformément au paragraphe 2 de la Décision du Conseil général du 15 juillet 1999 intitulée "Pérou - Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994" (WT/L/307).



## **RAPPORT DE SITUATION AU 15 FÉVRIER 2000 PRÉSENTÉ PAR LE PÉROU**

Décision WT/L/307 du 15 juillet 1999

### **I. OBJET**

Informar le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC des progrès accomplis par le Pérou concernant la mise en œuvre du programme de travail qui fait partie de la Décision WT/L/307 du 15 juillet 1999, portant octroi d'une dérogation touchant la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane et des autres conditions et modalités de ladite dérogation.

### **II. PLAN DU RAPPORT**

#### **1. Concernant la Décision portant octroi d'une dérogation**

##### Point 1:

Notant que le Pérou n'applique pas et n'appliquera pas de valeurs minimales; et que les valeurs minimales aux fins de l'évaluation en douane sont interdites par la législation péruvienne; et qu'il ne sera pas appliqué de prix de référence après la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

##### Action:

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, la base des données sur les prix du Système d'évaluation des marchandises (SIVAM) est remplacée par une autre base de données sur les prix appelée Système de vérification des prix (SIVEP) utilisée uniquement comme indicateur du risque lié à la valeur déclarée pour les marchandises actuellement assujetties aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. À compter du 1<sup>er</sup> avril de cette année, le SIVEP s'appliquera à la totalité des marchandises importées dans le pays.

##### Point 2:

Notant que le gouvernement péruvien mettra en œuvre et appliquera d'ici au 1<sup>er</sup> août 1999 le paragraphe 2 de la Décision 4.1 sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données.

##### Action:

Comme il a été indiqué dans le rapport de situation au 15 novembre 1999, le paragraphe 2 de la Décision 4.1 sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données a été incorporé dans la législation nationale au moyen du Décret suprême n° 128-99-EF du 30 juillet 1999.

##### Point 3:

Notant en outre que le Pérou, s'il décidait de continuer à utiliser l'inspection avant expédition après avoir mis en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, a l'intention de limiter l'utilisation des services d'inspection avant expédition dans le domaine de l'évaluation en douane aux procédures d'évaluation des risques après l'importation, et d'établir un mécanisme administratif pour résoudre rapidement tout problème que pourraient rencontrer les exportateurs d'autres pays s'agissant des services d'inspection avant expédition.



Action:

Le Décret suprême n° 187-99-EF, dûment notifié à l'OMC, régleme la participation des entreprises chargées des vérifications dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Selon qu'il est indiqué au paragraphe 2 de l'article 8 dudit décret, le rapport de vérification sera utilisé par la Direction nationale des douanes comme indicateur du risque. De même, cette disposition prévoit des mécanismes pour résoudre de manière satisfaisante tout problème que pourraient rencontrer les exportateurs d'autres pays concernant les services fournis par les entreprises chargées des vérifications.

Point 4:

Le gouvernement péruvien appliquera les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane à 50 pour cent des positions du Système harmonisé figurant dans l'actuel tarif douanier du Pérou (Arancel de Aduanas del Perú) d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2000 et notifiera ces positions au Conseil du commerce des marchandises avant la mise en œuvre du présent paragraphe.

Action:

Par la Résolution ministérielle n° 256-99-EF/15 du 29 décembre 1999, la Liste des positions du Système harmonisé contenues dans le Tarif douanier du Pérou qui sont assujetties à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 a été approuvée. Cette résolution a été notifiée au Conseil du commerce des marchandises avant sa mise en œuvre.

## **2. Concernant le programme de travail**

### **2.1 Activités générales**

#### **DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE GLOBALE POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE**

Cette activité a été menée à bien et a fait l'objet d'une communication au Conseil du commerce des marchandises dans le rapport de situation au 15 novembre 1999.

Affectation de ressources

Cette activité a été menée à bien et a fait l'objet d'une communication au Conseil du commerce des marchandises dans le rapport de situation au 15 novembre 1999.

Rapports et surveillance

Le Ministère de l'économie et des finances assure un suivi permanent des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail prévu dans la Décision portant octroi d'une dérogation (WT/L/307). Il tient en outre le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC informé desdits progrès.



## **2.2 Activités spécifiques**

### **2.2.1 Adaptation de la législation**

#### DÉFINITION DES ASPECTS TECHNIQUES MENTIONNÉS DANS L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

Conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, le Règlement sur l'évaluation en douane des marchandises a été approuvé au moyen du Décret suprême n° 186-99-EF du 29 décembre 1999. Il définit les aspects techniques contenus dans ledit Accord et a incorporé dans la législation nationale les décisions du Comité de l'évaluation en douane de l'OMC ainsi que les instruments du Comité technique d'évaluation de l'OMD.

#### ÉLABORATION ET ADOPTION DE RÈGLES JURIDIQUES POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

À ce jour, les législations suivantes relatives à l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane ont été adoptées:

- a) Décret suprême n° 128-99-EF du 30 juillet 1999 incorporant dans la législation nationale le paragraphe 2 de la Décision 4.1 sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données.
- b) Résolution de la Direction nationale n° 000628 du 5 août 1999 portant approbation de la Procédure spécifique d'évaluation des supports informatiques de logiciels.
- c) Décret suprême n° 186-99-EF du 29 décembre 1999 portant approbation du Règlement sur l'évaluation en douane des marchandises, conformément à l'Accord de l'OMC.
- d) Décret suprême n° 187-99-EF du 29 décembre 1999 portant approbation des dispositions concernant la mise en œuvre par les entreprises chargées des vérifications de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.
- e) Résolution ministérielle n° 256-99-EF/15 du 29 décembre 1999 portant approbation de la Liste des positions tarifaires du Système harmonisé auxquelles s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.
- f) Résolution de la Direction nationale n° 000-ADT/1999-002166 du 6 janvier 2000 portant approbation de la Procédure spécifique d'évaluation des marchandises, conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.
- g) Résolution de la Direction nationale n° 1808 du 6 janvier 2000 concernant la Procédure de vérification des prix des marchandises assujetties au Système de vérification conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.
- h) Résolution de la Direction nationale n° 1809 du 28 janvier 2000 portant approbation des instructions concernant le rapport de vérification présenté par les entreprises chargées des vérifications.
- i) Résolution de la Direction nationale n° 0094 du 28 janvier 2000, portant modification des instructions concernant le rapport de vérification présenté par les entreprises chargées des vérifications.



- j) Résolution ministérielle n° 031-2000-EF/15 du 12 février 2000 reportant, pour des raisons opérationnelles, la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane au 1<sup>er</sup> avril 2000 en ce qui concerne la position 3706 du Système harmonisé.

#### DÉTERMINATION DES POSITIONS EN VUE DE L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

Comme il a déjà été indiqué, la Résolution ministérielle n° 256-99-EF/15 du 29 décembre 1999 porte approbation de la Liste des positions tarifaires du Système harmonisé, correspondant à 50 pour cent du total des positions du Tarif douanier en vigueur, auxquelles s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

#### APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

Cette activité comporte trois engagements:

##### *Logiciels*

Comme cela a été indiqué précédemment, cette activité a été menée à bien grâce à la publication du Décret suprême n° 128-99-EF du 30 juillet 1999.

##### *Premier groupe de positions (50 pour cent)*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane s'applique à la liste de positions tarifaires figurant en annexe de la Résolution ministérielle n° 256-99-EF/15.

##### *Deuxième groupe de positions (50 pour cent restants)*

Conformément aux dispositions de l'article premier du Décret suprême n° 186-99-EF, l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> avril 2000 à la totalité des positions du Système harmonisé figurant dans le Tarif douanier en vigueur.

#### **2.2.2 Formation et information relatives à l'Accord sur l'évaluation en douane, aux décisions y afférentes et aux dispositions nationales concernant sa mise en œuvre**

##### **Formation du personnel des douanes et des agents**

###### Formation d'instructeurs avec le soutien de l'APEC (20)

Cette activité a été menée à bien en 1999 avec le soutien de l'APEC grâce à trois modules élaborés par des fonctionnaires des douanes du Canada et des États-Unis à l'intention de 20 instructeurs sélectionnés.

###### Formation d'instructeurs avec le soutien de la BID (40)

Cette année, il est prévu de former 40 instructeurs, en plus de ceux qui ont été formés avec le soutien de l'APEC, grâce au projet BID-DOUANES et à la coopération technique de la Banque interaméricaine de développement.



### Formation du personnel des douanes (par des instructeurs)

Au cours du dernier trimestre de 1999 et avec l'aide des 20 instructeurs formés avec le soutien de l'APEC, des cours et séminaires de formation portant sur les règles de l'OMC en matière d'évaluation en douane ont été organisés à l'intention du personnel des douanes au niveau national.

De même, depuis le début de l'année, des séminaires d'information et de formation du personnel des douanes concernant l'application des nouvelles règles en matière d'évaluation en douane sont organisés à l'École nationale des douanes.

DIFFUSION DE L'ACCORD AUPRÈS DES AGENTS DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DES UTILISATEURS ET DU GRAND PUBLIC

Afin de mener à bien cette activité, les agents du commerce extérieur ont participé aux séminaires de formation sur les règles en matière d'évaluation qui ont été organisés en 1999 par les instructeurs formés avec le soutien de l'APEC. Depuis le début de cette année, des séminaires d'information à l'intention des agents du commerce extérieur, des utilisateurs et du grand public ont été organisés à l'École nationale des douanes, activité qui se poursuivra durant toute l'année.

### **2.2.3 Infrastructure matérielle**

#### **Réorganisation des secteurs participant à l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane**

La Commission chargée de mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, conformément à la Résolution de la Direction des douanes n° 00939 du 17 août 1999, a estimé qu'il était nécessaire de réorganiser de la manière suivante, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, les domaines directement visés par la mise en œuvre de l'Accord.

- a) Enregistrement et stockage de données: bureaux des douanes opérationnels et Direction nationale des systèmes.
- b) Analyse des données (prix et renseignements complémentaires): Direction nationale de technique douanière (INTA)

ADAPTATION DES MODULES INFORMATIQUES CONSTITUANT LE SYSTÈME INFORMATISÉ DE DÉDOUANEMENT (SIGAD)

Au cours du dernier trimestre de 1999, une série de mesures visant à adapter les divers modules informatiques de la Direction nationale des douanes aux règles prévues dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane ont été adoptées. Il s'agit notamment des mesures suivantes.

### Transmission électronique du formulaire de déclaration en douane (B1)

Pour mener à bien cette activité, les mesures suivantes ont été prises:

- a) Mise en œuvre d'un nouveau module intitulé "Formule de dédouanement simplifiée du SIGAD", ayant un contenu similaire à celui du formulaire B1 du régime général.
- b) Introduction, dans le formulaire B1, de nouveaux niveaux de désignation des marchandises afin de faciliter l'évaluation *ex post*.
- c) Mise en place de la Fiche électronique de renseignements concernant l'évaluation OMC qui sera utilisée pour analyser les prix au siège.



- d) Fin de l'élaboration, vers la mi-février, des nouveaux formulaires B (Déclaration de la valeur en douane) et A (Déclaration unique d'importation) conformément au nouveau système d'évaluation de l'OMC.

#### Formalités d'importation automatisées

Dans le cadre de cette activité, diverses procédures relatives à l'importation ont été mises en conformité avec les nouvelles règles de l'OMC en matière d'évaluation par l'adoption des résolutions suivantes:

- a) Résolution de la Direction nationale des douanes n° 000 ADT/1999-002167 du 6 janvier 2000 portant modification de la Procédure générale d'importation définitive.
- b) Résolution de la Direction nationale des douanes n° 000 ADT/1999-002168 du 6 janvier 2000 portant modification de la Procédure spécifique de dédouanement simplifié des importations.
- c) Résolution de la Direction nationale des douanes n° 000 ADT/1999-002170 du 6 janvier 2000 portant modification de la Procédure générale d'importation temporaire.
- d) Résolution de la Direction nationale des douanes n° 000 ADT/1999-002171 du 6 janvier 2000 portant modification de la Procédure générale d'admission temporaire.

#### Liaison électronique entre les bureaux des douanes dans le domaine de l'évaluation

Le module informatique appelé Système de vérification des prix (CIVEP) est relié à 80 pour cent des bureaux des douanes au niveau national. Cette liaison devrait être établie à la totalité des services au cours du trimestre en cours.

#### Réorganisation dans le domaine du contrôle

Cette activité est en cours d'exécution:

- a) Définition des fonctions

La fonction normative précédemment remplie par la Direction nationale du contrôle douanier (INFA) en matière d'évaluation en douane dans le cadre du régime d'inspection avant expédition est désormais confiée à la Direction nationale de technique douanière (INTA) qui, dans ce domaine, est chargée d'élaborer les dispositions opérationnelles en matière douanière en général.

- b) Détermination des ressources

Actuellement, la Direction nationale des douanes affecte les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre optimale de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

- c) Détermination des procédures de gestion des risques "*ex post*"

La Direction nationale des douanes applique des procédures de gestion des risques *ex post* en se servant des éléments suivants:



- a) Schémas et tendances établis d'après les renseignements provenant des différentes sources, à l'aide des techniques statistiques d'entreposage électronique massif et d'exploration en profondeur de données.
- b) Profils correspondants à chaque agent du commerce, ainsi qu'aux produits et pays et autres variables jugées nécessaires.

d) Formation d'auditeurs (objectif 300)

Au cours du dernier trimestre de 1999, l'École nationale des douanes a formé trente (30) auditeurs de la Direction nationale du contrôle douanier pour tout ce qui concerne l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

De même, en mars de cette année, quatre-vingt (80) employés des douanes sortiront de l'École nationale des douanes après avoir reçu une formation portant sur l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane; ils travailleront pour la Direction nationale du contrôle douanier.

Actuellement, l'École nationale des douanes continue à former le personnel des douanes en vue d'atteindre l'objectif des 300 auditeurs.

- e) Adaptation de la base de données afin de permettre son utilisation pour le contrôle des risques "*ex post*" dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC.

Comme cela a été indiqué précédemment, une base de données sur les prix appelée Système de vérification des prix (SIVEP) a été mise en place. Y sont notamment enregistrés les niveaux historiques acceptés par les douanes, données qui ne serviront que d'indicateur des risques liés aux prix.

---